Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les relations franco-espagnoles, la construction européenne, la situation à Alep en Syrie et sur le conflit israélo-palestinien, à Paris le 7 décembre 2016.

2016-12-07

* Espagne - Relations bilatérales - Union Européenne

Mesdames et Messieurs,

J'ai été heureux d'accueillir aujourd'hui pour son premier déplacement à Paris Alfonso Dastis qui est désormais ministre espagnol des affaires étrangères. Alfonso m'a dit que c'était son premier déplacement à l'étranger seul, puisqu'il a accompagné le président du gouvernement et le Roi dans d'autres déplacements. Je suis donc particulièrement sensible qu'il ait réservé à la France sa première visite.

Vous le savez, la France et l'Espagne ont une relation d'amitié et d'alliance qui est à la fois très ancienne et très forte. Ce sont deux grands pays avec une histoire et une identité fortes, qui ont toujours témoigné d'un engagement sincère en faveur de la construction européenne. Ce sont deux pays qui sont confrontés à des défis communs, des défis que nous pouvons, que nous devons et que nous voulons relever ensemble.

Je le disais, la relation franco-espagnole est ancienne, c'est aussi une relation de qualité d'une densité exceptionnelle. Il faut qu'elle s'exprime encore davantage, avec tout le potentiel qui est le sien.

Nous avons de nombreuses coopérations bilatérales, nous avons la volonté de les approfondir encore, partout où cela est possible.

Notre coopération en matière judiciaire, par exemple, est ancienne et fructueuse, c'est vrai aussi en matière de sécurité intérieure, notamment dans le domaine essentiel de la lutte contre le terrorisme, où nous avons une coopération très étroite entre nos services qui permet d'obtenir des résultats très significatifs dans nos deux pays et pour cela, nous voulons miser sur l'innovation. Nous avons installé à Barcelone une French Tech hub qui fonctionne très bien.

Avec Alfonso Dastis, nous avons voulu donner cette nouvelle impulsion à la relation franco-espagnole, maintenant que le gouvernement espagnol a pu se mettre au travail, après un long processus électoral et de longs débats dans le pays. Nous pouvons donc travailler davantage ensemble au service de nos deux pays, mais aussi pour renforcer l'Union européenne.

C'est vrai que la voix de l'Espagne est nécessaire en Europe et elle est attendue surtout dans cette période délicate du Brexit où aussi des doutes s'installent dans la construction européenne. Je le sais, et la visite d'Alfonso Dastis l'a encore confirmé ce midi, l'Espagne est un pays très fortement engagé en Europe et je me réjouis que le nouveau ministre des affaires étrangères espagnol soit un très bon connaisseur des affaires européennes, c'est une chance pour nous.

Je rappelle aussi que l'Espagne est le premier contributeur aux missions de la PSDC, la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne, qu'elle est engagée en Afrique occidentale, au Sahel, et que l'Espagne veut jouer pleinement son rôle sur la scène internationale. La France et l'Espagne doivent pouvoir porter ensemble cette dynamique de la relance de la politique de sécurité et de défense commune.

Nous avons récemment adopté au Conseil des affaires étrangères un projet d'autonomie stratégique de développement de nos capacités, de développement d'une industrie de recherche et de défense. Les chefs d'État et de gouvernement, qui seront réunis la semaine prochaine en Conseil européen, en débattront et nous souhaitons ardemment que les propositions que nous avons faites soient prises en compte. Ce sera un premier message ambitieux sur la mise en oeuvre de la feuille de route qui a été décidée à Bratislava. Mais il y a encore beaucoup d'autres choses à faire en matière de sécurité, de croissance, d'emplois, en matière d'investissements pour l'avenir -notamment dans le numérique et la transition énergétique- en matière de réponse pour la jeunesse de nos pays également. Nous voulons donc mettre à profit cette période, jusqu'au sommet informel du 25 mars prochain à Rome, lorsque nous commémorerons le 60e anniversaire du traité de Rome. Nous voulons préparer cette échéance ensemble.

Nous voulons faire plus ensemble, puisque le sommet franco-espagnol n'a pas eu lieu l'an dernier en raison de la tenue de la COP21, mais nous souhaitons reprendre cette bonne pratique de sommets bilatéraux. Le dernier a eu lieu en France et si j'en crois Alfonso, nous sommes invités pour le tenir la prochaine fois en Espagne. J'espère que nous pourrons le faire très rapidement, si possible dans le courant du mois de janvier.

Nous avons abordé les questions internationales comme celles de la Syrie, avec le drame d'Alep. Nous avons évoqué également le rôle que l'Espagne est en train de jouer aujourd'hui en présidant le conseil de sécurité des Nations unies et nous apportons notre appui aux initiatives qui sont prises dans ce cadre.

Enfin, avec l'Espagne, nous sommes mobilisés, côte à côte, je l'ai dit tout à l'heure, dans la lutte contre le terrorisme, dans la lutte contre Daech, mais aussi en faveur de l'aide humanitaire et en particulier celle que nous pourrions apporter aux populations sinistrées de Syrie.

Nous sommes mobilisés côte à côte en Europe, en Afrique, avec un soutien politique et militaire. Je tiens à exprimer à l'Espagne, à travers la visite d'Alfonso, la gratitude de la France.

J'ai aussi échangé avec mon homologue sur le projet de la France de relancer le processus de paix au Proche-Orient, avec la perspective - que nous devons réaffirmer-de deux États. L'Espagne approuve et soutient cette initiative elle est même engagée pour qu'elle réussisse.

Voilà les quelques questions que nous avons abordées - et bien d'autres encore - mais je ne veux pas être plus long pour laisser la parole à Alfonso Dastis avant de répondre à quelques-unes de vos questions.

Q - Avez-vous abordé la question de la déclaration du Parlement catalan qui a fait réagir la France ? Quelle est votre approche face aux déclarations de ce type ou des nouvelles initiatives qui pourraient venir de la Catalogne ?

R - Il y a des débats en Espagne qui concernent les Espagnols. Nous suivons avec beaucoup d'intérêt la vie politique espagnole, dans sa complexité, sa diversité et sa richesse au travers de la presse française et espagnole. C'est dire à quel point nous apprécions notre pays voisin et ami, comme j'imagine qu'en Espagne on s'intéresse aussi à la politique française. Pour autant, la France est extrêmement soucieuse de respecter les décisions qui concernent l'avenir de l'Espagne, et qui relèvent du gouvernement, du Parlement et des espagnols eux-mêmes. Nous n'avons pas à nous exprimer sur les affaires intérieures de l'Espagne, même si, comme je viens de le dire, c'est un pays voisin et un ami très cher. Nous sommes respectueux des affaires intérieures de l'Espagne et nous souhaitons une Espagne unie dans le respect de son ordre constitutionnel. Ensuite, c'est aux Espagnols, avec les propositions et les initiatives du gouvernement et du Parlement, de décider.

Vous avez également évoqué une résolution prise par le parlement de Catalogne, nous l'avons regrettée. Dans le même esprit que ce que je viens d'indiquer, il s'agit de la souveraineté de la France, nous respectons la souveraineté de l'Espagne et nous demandons le même respect de cette souveraineté.

C'est un message qui a été adressé au président du gouvernement régional de Catalogne par notre ambassadeur de France en Espagne et je crois que c'était nécessaire. Nous nous en tiendrons là. Nous ne cherchons pas à créer ou à développer des incidents, mais c'était utile de le rappeler. C'est un principe et c'est toujours utile de se baser sur des principes.

(...)

Q - A propos de la conférence sur le Proche-Orient, est-ce que cette initiative française n'empêche pas cette idée dont vous venez de parler, de cette Europe unie qui agit de façon unie ? Est-ce que la France aura toujours le besoin de faire quelque chose à part des autres ? En parlant de la cacophonie actuelle sur l'Europe, la France a un gouvernement socialiste qui est pratiquement le seul dans l'Europe, comment peut marcher cette cohabitation avec le gouvernement conservateur espagnol et avec Mme Merkel qui, maintenant, a fait un petit changement dans sa politique surtout du point de vue de la migration ?

R - Ce n'est pas parce que nous n'avons pas les mêmes sensibilités politiques que nous ne voyons pas quel est l'intérêt supérieur de chacun de nos pays. S'agissant de la France et de l'Espagne, nous pouvons constater qu'au-delà des choix de sensibilité politique - moi, je suis socialiste et Alfonso est membre du parti populaire espagnol -, nous sommes aussi comptables des intérêts de chacun de nos pays, des intérêts supérieurs de nos nations.

Là où nous convergeons, c'est sur la nécessité de tout faire pour redonner de l'élan au projet européen. C'est d'autant plus nécessaire qu'il y a, effectivement, cette décision des Britanniques avec le Brexit. Nous en avons parlé exactement dans les mêmes termes, c'est-à-dire le souhait que l'article 50 soit le plus rapidement possible invoqué par le gouvernement britannique, que les principes de base des quatre libertés de l'Europe soient préservés, et que l'unité des Européens, dans la négociation pour défendre aussi leurs propres intérêts et ceux des nations qui la composent, soit aussi préservée. Cela, ce sont nos convergences, elles vont au-delà de nos sensibilités politiques. Après, sur telle ou telle mesure, sur tel ou tel sujet, tel projet de loi, telle décision, il peut y avoir des divergences et des désaccords ; mais, là, je parle de l'intérêt supérieur.

Vous me parlez de Mme Merkel. C'est la même chose ; le dialogue franco-allemand, la relation franco-allemande, elle est essentielle, elle doit être mise au service de l'Europe. Il peut arriver qu'à un moment nous ayons des sensibilités politiques identiques dans chacun des gouvernements, il peut arriver que ce ne soit pas le cas. Et souvent cela n'a pas été le cas : si je prends François Mitterrand, qui était socialiste, et Helmut Kohl qui était de la CDU, ils ont fait un travail formidable ensemble ; pourquoi je l'évoque ? Je pourrais évoquer tous les autres présidents, mais je les évoque eux en particulier parce qu'ils ont eu à faire face à une crise majeure, à une mutation profonde qui était la fin de l'Union soviétique, avec tous les risques que cela pouvait comporter en matière de démocratie, de sécurité, de paix, de violence, de menaces de violence et d'atteintes aux frontière, issus de la Seconde guerre mondiale. L'un comme l'autre, avec les autres Européens, avec les autres dirigeants internationaux des grands pays, avons su, avec l'Union soviétique, trouver la bonne réponse. Et la fin de l'Union soviétique, la fin de la division de l'Europe en deux blocs, la fin de la division de l'Allemagne, a été maîtrisée de façon responsable et efficace. Donc, cela a été possible. Il faut donc, à un moment, être à la hauteur de l'Histoire.

Au moment où nous sommes entrés dans un monde de plus en plus incertain : Brexit d'un côté, élections américaines de l'autre - on ne sait pas exactement ce que sera la politique américaine -, recomposition géopolitique du monde avec de nouvelles puissances qui montent comme la Chine, et aussi les incertitudes russes - la stratégie russe avec le conflit au Moyen-Orient- il est clair que nous avons besoin d'Europe et que les Européens ont intérêt à ce que leurs dirigeants soient à la hauteur et ne se trompent pas, ne fassent pas une politique de petite semaine mais mènent une politique ambitieuse avec une vision, avec, devant nous, d'énormes défis. Ce sont ceux de la mutation technologique que j'évoquais tout à l'heure, de la globalisation qui doit être maîtrisée et juste, équitable, et puis, en même temps, l'énorme défi des migrations dû en partie à la guerre mais dû aussi à la pauvreté et, en particulier, le défi du développement en Afrique. Ce sont ces questions-là qui sont à l'ordre du jour.

Dans chacun de nos pays, nous avons la même responsabilité, c'est : comment faire pour que les jeunes, en particulier, aient le meilleur niveau d'éducation et de formation et qu'ils aient un avenir et qu'ils voient l'avenir avec confiance. C'est cela nos responsabilités.

Après, dans chaque pays, il y aura des élections, il y a eu des élections, il y en aura en France, mais cela ne doit pas nous interdire d'aller à l'essentiel, en tout cas c'est ma conviction.

(...).

* Syrie - Situation à Alep

(...)

Q - Dans le communiqué des chefs d'État qui vient de sortir sur ce qui se passe à Alep, qui condamne particulièrement le régime et la Syrie, on parle d'éventuelles sanctions. Est-ce que, à ce stade, la France soutiendrait des sanctions contre les dirigeants russes, vu ce qui se passe à Alep et vu que la situation est complètement bloquée, il n'y a pas vraiment de possibilité d'accord politique à court terme ?

R - Il était déjà important qu'il y ait cette déclaration commune. Ces dernières heures, nous avons recherché les conditions pour rédiger cette déclaration car ce qui guette la communauté internationale c'est la démission, c'est l'indifférence face à ce drame du peuple syrien, avec ces 10 millions de personnes déplacées, ces 4,5 millions de réfugiés, ces 300.000 morts. Et ce nombre augmente chaque jour en particulier à Alep.

C'est un appel aux consciences. Pourquoi cet appel en ce moment ? Parce que 60% de la ville d'Alep est désormais contrôlée par les forces syriennes et leurs alliés - les milices du Hezbollah, les milices iraniennes - avec le soutien logistique et militaire de la Russie.

Dernièrement, l'Espagne a pris l'initiative d'une résolution au conseil de sécurité des Nations unies pour obtenir un cessez-le-feu dans les 24 heures après le vote de cette résolution. Cecessez-le-feu avait pour objectif prioritaire depermettre de sauver les populations civiles et de permettre l'accès humanitaire. Cette résolution a été refusée une nouvelle fois par le veto russe qui considère que ce que nous avons voulu proposer, avec l'Espagne à l'initiative, était inacceptable. Ce qui, pour nous, est inacceptable et indigne, c'est de prendre en otages les civils d'Alep et de ne pas leur laisser d'autre issue que de fuir dans des conditions épouvantables. La conscience humaine ne peut pas l'accepter.

C'est la priorité d'aujourd'hui et nous allons l'évoquer samedi à la réunion des affinitaires que j'organise, ici, à Paris. Mais il faut aller plus loin. Il faut tout faire pour reprendre la seule voie possible pour l'avenir de la Syrie, c'est la voie de la négociation politique, de la négociation diplomatique. Certains nous interpellent en nous disant : «que faite-vous ? Vous ne faites rien.» Veulent-ils que nous allions, nous aussi, faire la guerre ? Nous ne sommes pas des belligérants, nous n'avons pas l'intention de faire la guerre, nous n'avons qu'un ennemi qui est Daech, que nous combattons effectivement dans le cadre de la coalition internationale. Nous marquons des points, Daech recule.

Mais ce que nous voulons, c'est rechercher, en Syrie, comme c'est le cas aussi pour l'Irak, une solution politique. Il est urgent, plus que jamais - au-delà de ce que j'ai dit sur le drame humanitaire -, de reprendre et de mettre en oeuvre la résolution 2254 qui a été adoptée par le conseil de sécurité des Nations unies. Cette résolution avait été adoptée sans veto. Maintenant, il faut qu'elle serve à nouveau de base pour reprendre le dialogue, reprendre la négociation, parce qu'il n'y a pas d'autre issue pour, à la fois, notre sécurité, notamment ici en Europe, sans passer par la paix en Syrie. Merci.

Israël - Territoires palestiniens

(...)

Q - Le président Hollande a l'intention d'inviter Benyamin Netanyahou et Mahmoud Abbas en marge de la conférence de paix qui devrait se tenir avant Noël à Paris. Vu le contexte actuel d'une transition américaine, et avec la colonisation israélienne qui continue, cette réunion peut-elle vraiment aboutir à quelque chose et est-elle vraiment réaliste ?

R - Vous venez de donner vous-mêmes les raisons pour lesquelles c'était nécessaire, puisque vous avez évoqué la poursuite de la colonisation, avec un projet de loi qui la pérennise en dépit du droit international. Au-delà de cela, c'est la perspective de deux États qu'il faut sans cesse réaffirmer. Nous en avons parlé avec mon collègue espagnol et nous partageons la même vision. Il faut à nouveau créer les conditions des deux États et nous ne pouvons pas oublier cette perspective. Ce serait une grave faute politique vis-à-vis du peuple palestinien, mais aussi une grave faute politique par rapport à la sécurité dans cette région

du Proche-Orient. La France est donc toujours déterminée à mettre en oeuvre son initiative d'une conférence. Nous sommes actuellement dans un travail intense d'échanges avec nos partenaires pour créer les conditions de son organisation. Je ne donnerai pas de dates mais le plus tôt sera le mieux. Ce que nous souhaitons, c'est faire oeuvre utile et refuser la fatalité et la résignation auxquelles certains sont trop facilement tentés de céder.

Q - Confirmez-vous qu'il est prévu de faire se rencontrer MM. Abbas Et Netanyahou à Paris en marge de cette conférence ?

R - C'est notre objectif, mais cela nécessite une préparation et un travail de conviction. Nous sommes en train d'y travailler, je vous le confirme. Le président de la République y prendra lui-même sa part pour faire en sorte que la grande cause à laquelle nous croyons - la cause de la paix et de la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens - ne soit pas abandonnée, je le redis. Mais nous ne sommes pas seuls. En son temps d'ailleurs, l'Espagne avait elle-même pris des initiatives pour une conférence à Madrid qui furent très utile. Cela fait aussi partie des éléments constitutifs du travail que nous faisons. J'ai, en ce moment, énormément de contacts et d'échanges avec la plupart de mes partenaires, ceux qui étaient déjà venus le 3 juin dernier, mais d'autres encore qui sont intéressés par notre démarche.

(...)

Q - La France ne fait-elle pas cavalier seul sans l'Union européenne pour aborder ce sujet ?

R - Vous avez ce que l'on appelle le Quartet qui est composé des Nations unies, de l'Union européenne, de la Russie et des États-Unis. Il travaille sur la question du Proche-Orient et il a remis, très récemment, un rapport qui était, il faut bien le dire, très critique. Critique pour toutes les parties : il y avait des critiques qui concernaient les Palestiniens, mais il y avait aussi des critiques très fortes qui concernaient les Israéliens et, en particulier la question de la colonisation.

Il est bien évident que les pays du Quartet - donc l'Union européenne - sont, au premier chef, invités à cette conférence. Qu'ai-je fait ces derniers jours ? Je vous ai dit que je suis en contact avec tout le monde. J'ai appelé Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, pour lui décrire l'état de nos travaux et, bien entendu, il s'est montré très favorable. J'ai appelé également Madame Federica Mogherini. J'en ai parlé encore récemment avec le ministre russe des affaires étrangères, Sergeï Lavrov. Et puis, hier, à Bruxelles, en marge du sommet de l'OTAN, avec John Kerry, que je reçois à nouveau samedi.

Nous travaillons ensemble, parce que l'on ne peut pas avancer sans travailler ensemble. L'Union européenne est le plus grand partenaire économique au Proche-Orient et, en particulier, d'Israël. Et, j'espère que ce sera demain le cas pour un État palestinien viable. Aussi, on ne peut pas faire sans les uns et sans les autres.

C'est en ce sens que je crois que l'Europe n'est pas absente de cette dynamique ; au contraire, elle est en pointe.

(...)

En partant, je vous invite pour ceux qui ne connaissent pas les lieux, à vous rendre au Salon de l'Horloge. C'est là que le 9 mai 1950, Robert Schuman a lancé son appel pour la construction de l'Europe, en commençant par la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui a suivi cette déclaration. Nous étions dans une période difficile peu de temps après la Seconde guerre mondiale, il y avait tout à reconstruire, tout à refaire. Cette déclaration a créé les conditions à la fois de la prospérité pour les peuples - c'était difficile dans cette période très dure - et de sécurité et de paix durable pour ne plus jamais s'affronter en Europe.

Robert Schuman n'a pas commencé par dire qu'il cherchait des partenaires qui soient tous de la même étiquette politique. Il y a eu, avec Jean Monnet qui était à ses côtés, une compréhension extrêmement intime de la situation de l'Europe et des défis qui se présentaient à elle, et une réponse à l'échelle de l'Histoire. C'est la même responsabilité qui doit nous animer aujourd'hui.

(...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 8 décembre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201452-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et